Impact de la détention préventive et de sa durée sur la présomption d'innocence en droit pénal international

Ovide E. Manzanga Kpanya

Université Fédérale de Kazan, Russie, Email: ovidemanzanga@gmail.com

Informations sur l'article	Résumé
<p>Mots clés: <i>Détention Préventive, Présomption D'innocence, Droit Pénal International.</i></p> <p>Comment citer: <i>Ovide E. Manzanga Kpanya, "Impact de la détention préventive et de sa durée sur la présomption d'innocence en droit pénal international," Fiat Justisia: Jurnal Ilmu Hukum 14, No. 1, (2020):1-18. 10.25041/fiatjustisia.v14no1.1617</i></p>	<p><i>Le présent article, dénonçant l'indispensabilité de la détention préventive comme caractéristique des juridictions pénales internationales, tend essentiellement à démontrer le conflit qui naît entre cet impératif de l'enquête et le statut d'une personne n'ayant pas encore été reconnue judiciairement et définitivement coupable. Il s'agit d'une réalité que l'on constate en amont, à travers les textes créant et organisant ces juridictions et qui est traduite en aval, par leurs pratiques répétées, qui ne laissent place à aucun doute sur le caractère préférentiel de la restriction de la liberté individuelle. Or, comme dans tout système pénal national ou international, primordialiser la détention provisoire, c'est ronger la substance du principe de la présomption d'innocence, en ignorant la garantie que ledit principe offre à un accusé de garder intacte sa liberté jusqu'à sa condamnation définitive. Mais, c'est aussi pulvériser l'espoir qu'il suscite en la rationalité et l'équilibre du procès pénal à travers son idéalité.</i></p>

A. Introduction

Associer la détention préventive à la présomption d'innocence, c'est éprouver un système pénal dans son aptitude à mettre en branle deux institutions juridiques apodictiques qui se repoussent tant sur les plans substantiel que formel. En droit pénal international, un tel exercice sera ponctué d'une part, par la spectacularité qui accompagne presque toujours les procès pénaux internationaux et d'autre part, par une pléthore de textes internationaux et régionaux qui consacrent les droits de l'accusé ou de la personne mise en cause, dont la présomption d'innocence en est modestement le principal. Ce principe alors très connu de juristes voire, de tous, renferme une explication à la fois ambiguë et simple, parce qu'il entremêle les sentiments de répression et de justification. Dans ce registre, il semble difficile à concrétiser, surtout au niveau international, parce qu'il se heurte très souvent

à la nécessité d'enquêter, qui implique pratiquement à ce niveau, l'arrestation et la détention de l'accusé.

En effet, l'inconciliabilité de la détention préventive avec la présomption d'innocence n'est inconnue en doctrine et littérature juridiques, et les rappels jurisprudentiels à la nécessité d'une modération dans l'affrontement entre elles, ne font objet d'aucune obscurité. Cependant, les justifications de la première sont, in globo,¹ convaincantes au point d'arracher d'importantes concessions désavantageant la seconde, qui en pratique, doit logiquement subir le premier coup de boutoir dès le moment où, la justice est confrontée à une impossibilité d'agir autrement que de restreindre la liberté individuelle. Différents textes juridiques internationaux abondent également dans le même sens en des termes aussi lucides que forts, convenant tous sur le fait qu'en ayant en vue la présomption d'innocence, le recours à la mesure restrictive de la liberté de l'accusé devrait être exceptionnel et ultime.² Cette approche internationale est aussi, à l'heure actuelle, celle universelle, puisqu'il est difficilement prouvable qu'un système juridique moderne en prévoie autrement.

Par ailleurs, la lecture serait toute autre lorsqu'il faille l'envisager dans le système de justice pénale internationale. La principale difficulté à laquelle l'on se heurte, est celle qui met quiconque souhaitant l'aborder, en présence des textes et pratiques de juridictions pénales internationales qui sont d'une clarté obscure, c'est-à-dire, qui ne prévoient pas clairement de sabrer la présomption d'innocence, mais qui l'ignorent pourtant par un recours exorbitant de la détention préventive. En fait, de ce contraste visible, plusieurs constatations palpables et inquiétantes, ayant en outre conduit à la rédaction de cette étude, méritent d'être faites et analysées. Pour s'en rendre compte, les lignes qui suivent en ont épinglé principalement trois:

La première remarque est d'ordre factuel, portée sur la constance et l'excessivité du recours à la détention préventive. En effet, comme on pourra bien l'observer dans le développement, il est une évidence, que cette institution juridique mise à la disposition du Procureur ou du Tribunal comme moyen subsidiaire et exceptionnel pouvant garantir, grosso modo, le bon déroulement de l'enquête ou du procès, susceptible d'être chamboulé par un acte généralement quelconque de l'accusé en liberté, serait plutôt une

¹ Les justifications de l'incarcération de l'accusé sont multiples et peuvent dépendre d'un système à un autre. Toutefois, cette incarcération vise généralement "*à prévenir la fuite d'un accusé, à empêcher la destruction d'éléments de preuve ou la récidive, ainsi qu'à protéger l'ordre public et les témoins, voire l'accusé lui-même*". Lire à ce sujet LA ROSA, Anne-Marie, *Juridictions pénales internationales: La procédure et la preuve. Nouvelle édition [en ligne]* (Genève: Graduate Institute Publications, 2003), (généré le 07 août 2019).

² Par exemple, les règles de Tokyo: Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/110 du 14 décembre 1990. Voir également : Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988.

condition préalable de la tenue d'un procès pénal international, puisque la plus part des personnes poursuivies par ces juridictions ont été ou sont soumises à cette mesure. La deuxième remarque est d'ordre juridique, corroborant la précédente, en ce qu'elle met en exergue l'utilisation à titre principal de la détention avant le jugement comme une exigence plus ou moins normative. C'est-à-dire, les textes organisant ces juridictions n'ont pas d'ailleurs spécifiés qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle. Enfin, la troisième, conséquentielle, s'intéresse à la longue durée de cette détention sans possibilité, de facto, d'une mise en liberté provisoire jusqu'au prononcé du jugement. Elle tend à révéler, pratiquement, l'idée, qui est celle de construire un système de justice pénale différent, préférant la détention à la liberté, puisqu'il faut s'assurer que l'individu poursuivi sera effectivement mis à la disposition de la justice et n'en fera pas obstruction.

Il va sans dire, que ces constats tels que succinctement présentés, aient considérablement une incidence sur la concrétude du droit d'être considéré innocent avant la décision définitive, et suscitent, par voie de conséquence, une vive inquiétation sur la place et l'avenir de la présomption d'innocence dans le système de justice pénale internationale (II). En effet, il apert de rappeler, que pendant l'éclosion difficile et l'évolution hésitante de ce système, les marques d'une justice quelque peu dévoyée par le besoin pressant de condamner certaines personnes ou catégories des personnes a priori ciblées, avaient déjà été de nature à occulter de facto la présomption d'innocence par une application rigoureuse de la limitation de la liberté des accusés. Aujourd'hui, la Cour pénale internationale, gage de la stabilité de ce système, quoique fondée essentiellement sur le respect des droits de l'homme, n'a pas à vue d'œil échappée à cette vision internationale de la procédure pénale. C'est ainsi que le premier point de cette analyse, à travers une analyse des textes créatifs, organisateurs et quelques décisions pertinentes de ces juridictions internationales, tachera de prouver l'effet négatif d'une utilisation ustensilaire de la détention préventive (I) sur le droit d'une personne d'être présumée innocente jusqu'à l'établissement éventuel et définitif de sa culpabilité.

Pour ce faire, partant d'une pratique répétée ou transmise de ces juridictions pénales internationales, les lignes qui suivent expliquent fondamentalement, que celle-ci serait directement la résultante d'une confection discutable des textes juridiques devant être appliqués par lesdites juridictions. C'est ainsi que le recours à la méthode juridique permet de cerner la quintessence des discours législatif et judiciaire dans la prévention et l'application de ces institutions juridiques.

B. Discussion

1. Utilisation ustensilaire de la détention préventive: Une atteinte constante à la présomption d'innocence

La présomption d'innocence reconnue par tous les systèmes pénaux n'est pas étrangère au système pénal international, car il s'agit d'un droit universel que l'on retrouve presque dans tous les textes internationaux et régionaux qui abordent principalement la matière des droits de l'homme. A ce titre, on peut citer notamment, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,³ le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques,⁴ la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,⁵ la Convention européenne des droits de l'homme,⁶ la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne,⁷ la Convention américaine relative aux droits de l'homme,⁸ la Déclaration des droits humains de l'ASEAN,⁹ etc. A lire ces différents textes, on peut d'emblée constater, nonobstant les divergences conceptionnelles inhérentes à ces diverses régions, l'uniformité des libellés comme un véritable élément indicateur de l'universalité de cette norme juridique. Ce qui permet de croire en la valeur que l'humanité toute entière accorde à ce principe dans l'administration de la justice pénale.

Cependant, ce principe qui vise originellement à protéger la liberté de la personne mise en cause, rencontre très souvent et de manière fatale les règles relatives à la détention préventive, dont l'approche restrictive des instances pénales internationales en consacre un régime de droit plutôt qu'un régime d'exception tel que conçu dans la théorie générale du droit. C'est en réalité, une approche attentatoire à la présomption d'innocence constatée aussi bien dans les actes et pratiques de premières juridictions pénales internationales (A) que dans celles de la Cour pénale internationale (B), malgré l'étroitesse des liens qu'elle entretienne avec les droits humains internationalement reconnus.

³ Article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris au palais de Chaillot par la résolution 217 (III) A.

⁴ Article 14-2 Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, Entrée en vigueur: le 23 mars 1976.

⁵ Article charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adoptée le 27 juin 1981 à Nairobi (Kenya) lors de la 18^e Conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine. Elle est entrée en vigueur le 21 octobre 1986, après sa ratification par 25 États.

⁶ Article 6 point 2 de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950, telle qu'amendée par les Protocoles nos 11 et 14, complétée par le Protocole additionnel et les Protocoles nos 4, 6, 7, 12, 13 et 16.

⁷ Article 48 § 1 a Charte des droits fondamentaux est une déclaration des droits fondamentaux adoptée le 7 décembre 2000 par l'Union européenne.

⁸ Article 8 point 2 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Adoptée à San José, Costa Rica, le 22 novembre 1969, à la Conférence spécialisée interaméricaine sur les Droits de l'Homme).

⁹ Article 20 la Déclaration des droits humains de l'ASEAN.

a. La présomption d'innocence et la détention préventive dans les actes et pratiques des juridictions pénales *ad hoc*: Antichambre de la condamnation?

Toutes les tentatives avortées relatives à la création d'un tribunal pénal international¹⁰ auguraient sans nul doute, l'idée d'étouffer la prévalence de la présomption d'innocence. S'il faut remonter à une époque plus ou moins récente, on observerait à travers le fameux article 227 du Traité de Versailles de 1919, que le vœu juridiquement exprimé de juger Guillaume II de Hohenzollern pour "offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités",¹¹ ne garantissait pas dans son appréhension intrinsèque, un degré minimal du respect de la présomption d'innocence. Car, en dépit de la garantie formelle des droits de la défense prévue par ledit article, il est évident que la mise en place d'une juridiction pénale "intuitu personae", ne saurait, en tout état de cause, simultanément promouvoir cette alternative qu'offre le droit à la présomption d'innocence selon laquelle, l'individu poursuivi serait condamné ou disculpé à la fin de la procédure.

Globalement, les textes de juridictions pénales internationales créées après la seconde guerre-mondiale, n'ont pas prévalu, d'une manière ou d'une autre, ce principe, lorsqu'on constate, que les Tribunaux pénaux internationaux de Nuremberg et de Tokyo furent créés pour juger ceux qui furent considérés comme les criminels de guerre;¹² le Tribunal pénal international pour Rwanda était chargé uniquement de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du Droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins ;¹³ le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, habilité pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1994.¹⁴ Il en ressort de cette brève référence, du moins sémantiquement, une préconception ayant conduit à identifier comme coupable, un individu ou un groupe d'individus bien avant la création de ces

¹⁰ Lire à ce sujet Gleb Bogush, *sur la Cour pénale internationale et les problèmes de formation de la justice pénale internationale in Cour pénale internationale: problèmes, discussions* (Moscou : recherche de solutions, 2008), (Texte en version russe).

¹¹ Article 227 du Traité de Versailles de 1919 : Les puissances alliées et associées ont publiquement accusé William II de Hohenzollern... Un tribunal spécial sera créé pour juger l'accusé en lui fournissant les garanties essentielles du droit de la défense. Il sera composé de cinq juges, nommés par chacune des cinq puissances suivantes, à savoir les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.

¹² Article premier de l'Accord de Londres concernant la poursuite et le châtimement des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe et statut du tribunal international militaire du 8 août 1945 et l'article premier du statut du Tribunal de Nuremberg.

¹³ Article premier du statut du tribunal pénal international pour le Rwanda de 1994.

¹⁴ Article 1^{er} du statut actualisé du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (adopté le 25 mai 1993, résolution 827.

instances. Il y a donc à l'origine, une contradiction entre ledit principe et les objectifs poursuivis par ces juridictions ou par la justice.

Particulièrement en ce qui concerne le Tribunal militaire international de Nuremberg, on peut relever qu'en dépit de son apport crucial dans la formation des principes du droit international,¹⁵ cette juridiction ne fit pas preuve d'exemplarité en matière de présomption d'innocence, que son statut ignore d'ailleurs. L'article 16 qui prévoit le procès équitable en fit fi et, à en croire cette omission, loin d'être involontaire, cela rentra bien dans la vision manichéenne, que s'attribuèrent ceux qui se décidèrent de mettre en place cette juridiction internationale. En réalité, le contexte de sa création et sa mise en place renvoya à l'idée d'une démilitarisation du conflit, dont les atrocités, in illo tempore, furent certainement choquantes et dévastatrices. Alors qualifié de justice de vainqueurs,¹⁶ et à juste titre, ce tribunal mit en place un système de justice qui opposa d'un côté, les juges¹⁷ désignés par les puissances alliées, vainqueurs de la grande guerre et de l'autre côté, les accusés, issus de forces vaincues. De plus, certains de ses juges ont aussi participé à l'élaboration de son statut,¹⁸ ce qui peut déjà nourrir le doute sur l'impartialité réelle des juges, alors que celle-ci est en réalité une condition sine qua non en ce qui concerne l'application de la présomption d'innocence. Il est clair qu'une juridiction qui ne garantit pas l'impartialité, ne saurait prévaloir la présomption d'innocence. En fait, les puissances alliées furent les seules à décider du sort de ces accusés. Après avoir levé l'option de ne pas procéder aux exécutions sommaires, et de judiciaireiser les sanctions, elles avaient, en outre, été opposées sur les règles fondamentales de cette juridiction. Il s'agissait en réalité, de l'inadéquation des conceptions juridiques libérales et démocratiques avec celles soviétiques qui, à l'époque, permettaient alors de show trial:¹⁹ "grands procès spectacles" sur la place publique au cours desquels, les accusés étaient jugés coupables puis exécutés. L'intérêt d'une telle théâtralisation était celui d'exploitation du format d'un procès pour attester de la culpabilité des accusés,²⁰ à des fins

¹⁵ Principes du droit international consacrés par le statut du Tribunal de Nuremberg et dans le jugement de ce Tribunal, 1950.

¹⁶ G. I. Bogush, E. N. Tricose, *Cour pénale internationale: problèmes, discussions, recherche de solutions*, éd. (Belgia: Commission Européenne, 2008), 792.

¹⁷ Les juges titulaires: Biddle (Etats-Unis), Donnedieu de Vabres (France), Lawrence, agissant à titre de président (Royaume-Uni) et Nikitchenko (URSS). Pour sa part, le Ministère public comptait également un représentant de chaque Etat signataire: Robert H. Jackson (Etats-Unis), François de Menthon (France), Hartley Shawcross (Royaume-Uni), R. Rudenko (URSS), (1947), *Lire à ce sujet : Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal Militaire International Nuremberg*, 14 novembre 1945-1er octobre 1946, Nuremberg: Allemagne, 9.

¹⁸ G. I. Bogush, E. N. Tricose, *Supra*, point 16.

¹⁹ Elizabeth Wood, *Performing Justice: Agitation Trials in Early Soviet Russia* (Ithaca: Cornell University Press, 2005), 193.

²⁰ Laurent Legrand, Les prémices du procès de Nuremberg : Le 30 novembre 1945 : Rudolf Hess, l'ancien chef du parti nazi, revendique la responsabilité de ses actes, au procès de, Consulté le 30/01/2019, Nuremberg/https://www.lepoint.fr/histoire/les-premices-du-proces-de-nuremberg-30-11-2013-1763611_1615.php.

idéologiques ou politiques. Finalement, même si une juridiction de type occidentaliste avait été préférée, on comprend qu'il s'est agi d'un véritable monstre juridictionnel créé dans le seul but de détruire avec les couleurs d'une justice, ceux qui incarnèrent l'idée d'un monde divisé, catégorisé. Parce qu'il a été question de condamner ceux qui étaient pré-considérés selon les autres, comme les grands criminels de guerre. Dans ce sens, il est évident, que ceux qui furent poursuivis aient subi fondamentalement une procédure judiciaire jalonnée par une présomption de culpabilité.

Il est à cet effet logique, qu'en l'absence plus ou moins explicite de la présomption d'innocence et dans le contexte de l'après-guerre, la détention préventive ait été le moyen le plus rassurant sur la présence des accusés, qui durent être mis hors état de nuire ou exécutés. Pratiquement, à l'exception *de* Bormann,²¹ en fuite, tous les accusés qui ont comparu devant les TMI de Nuremberg et de Tokyo ont été gardés en détention jusqu'au prononcé de leur sentence.²² Force est de remarquer, que cette réalité fut conséquente à la volonté des alliés, ayant prévu que, chaque signataire prendra les mesures nécessaires pour assurer la présence aux enquêtes, et au procès, des grands criminels de guerre qu'il détient ou ne se trouvant pas sur le territoire de l'un des signataires et qui devront être jugés.²³ Concrètement, la détention prévalut sur la liberté.

Les Tribunaux pénaux internationaux pour Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, créés après l'adoption et l'entrée en vigueur du pacte international des droits civils et politiques, ont quant à eux, pris le soin de prévoir dans leurs textes²⁴ le principe de la présomption d'innocence, en conservant nonobstant-cela, l'esprit de juridictions précédentes, qui fut celui d'appliquer principalement la détention préventive. Puisqu'en effet, se justifiant qu'en cas de circonstances exceptionnelles, la liberté individuelle en serait alors l'exception. Pourtant, déjà pendant ces temps-là, les textes internationaux ayant force juridique obligatoire, dont le pacte international

²¹ Martin Bormann: Bormann est inculpé des crimes visés aux premiers, troisièmes et quatrièmes chefs de l'Acte d'accusation. Il adhéra au parti national-socialiste en 1925, fit partie de l'Etat-Major du Commandement suprême des SA de 1928 à 1930, fut chargé du Fonds de secours du Parti et occupa le poste de *Reichsleiter* de 1933 à 1945. De 1933 à 1941, il fut chef de Cabinet du Délégué du Führer et, le 12 mai 1941, après la fuite de Hess en Angleterre, il fut nommé chef de la Chancellerie du Parti. Le 12 avril 1943, il devint secrétaire du Führer. Il était chef politique et technique du "*Volkssturm*" et général des SS. Il disparaît dans la nuit du 1er mai 1945 et, a été condamné par contumace par un tribunal de Nuremberg conformément à l'article 12 du statut. V. Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal Militaire International Nuremberg, 14 novembre 1945-1er octobre 1946, Nuremberg, Allemagne, (1947), 233-235.

²² Anne-Marie La Rosa, *Supra*, note 1.

²³ V. L'Accord concernant la poursuite et le châtement des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe et statut du tribunal international militaire.

²⁴ Article 20 du statut du tribunal pénal international pour le Rwanda tel qu'adopté puis modifié, le cas échéant, par les résolutions du Conseil de Sécurité suivante de 1994 ; et l'article 21 du statut actualisé du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, de 1993.

cité *supra*, qui abordaient cette matière, consacraient largement l'exceptionnalité d'une détention préventive, c'est-à-dire, que celle-ci ne doit pas être la règle,²⁵ qu'elle intervienne conséquemment comme une mesure de dernier ressort.²⁶ Ce qui n'a pas été pris en compte par, à la fois, les statuts de ces tribunaux et leurs pratiques. D'ailleurs, ces Tribunaux avaient rigoureusement recouru à l'exigence de l'apparition des conditions exceptionnelles pour justifier la mise en liberté provisoire de l'accusé, et ce, jusqu'à la fin de l'an 1999, précisément avant les modifications apportées au règlement de procédure et de preuve du TPIY, qui avaient substantiellement retiré cette exigence,²⁷ sauf dans le cas où les condamnés étaient en attente de la décision du juge d'appel.²⁸

En fait, les statuts de ces tribunaux prévoyaient, qu'à la confirmation de l'acte d'accusation, le juge saisi, sur réquisition du procureur, décerne les ordonnances et mandats d'arrêts y compris de détention. La confirmation de l'acte d'accusation, qui se fait en principe en l'absence de l'accusé, devenait alors l'acte juridictionnel qui fondait la détention de l'accusé avant le jugement définitif. En d'autres termes, l'accusé contre lequel l'acte d'accusation avait été confirmé et à l'encontre duquel est décerné un mandat d'arrêt ou une ordonnance de détention, devait être privé, dès son appréhension, de sa liberté. Il lui appartenait dans ce cas, de solliciter du juge, sa remise en liberté ou sa mise en liberté provisoire. Une situation qui oblige à s'interroger sur la valeur que les statuts accordaient réellement à la présomption d'innocence, dont ils avaient pris le soin de prévoir au titre des droits de l'accusé. Cette inquiétude peut en outre s'intensifier par le fait que, en ce qui concerne les circonstances exceptionnelles auxquelles devait s'appuyer l'accusé pour justifier sa requête, les statuts et règlements ayant été muets, les juges en ont retenu trois,²⁹ notamment, la démonstration de la négation des raisons plausibles de soupçons pesant sur lui conformément à l'acte d'accusation. C'est-à-dire, le requérant devait prouver le défaut de la justiciabilité des faits invoqués par le procureur.

²⁵ Article 9 du Pacte international des droits civils et politiques précité.

²⁶ Voir *supra*, note 2.

²⁷ Ces modifications ont été introduites par les juges lors de leur vingt-et-unième session plénière (15-17 nov. 1999).

²⁸ RPP du TPIY, art. 65, lettre I). Voir aussi *Celebici*, cas n° IT-96-21, ch. d'appel, Décision on Motion by Appellant Zdravko Mucic for Provisional and Temporary Release (14 déc. 2001) ; *Kunarac*, cas n° IT-96-23 et IT-96-23/1, ordonnance de la chambre d'appel relative à la requête de Dragoljub Kunarac aux fins de mise en liberté provisoire (16 oct. 2001). Voir LA ROSA, Anne-Marie, *supra*, note 1.

²⁹ Les trois circonstances sont les suivantes : les raisons plausibles de soupçonner que le requérant a commis le crime ou les crimes qui lui sont reprochés ; son rôle présumé dans la perpétration des crimes ; et la durée de la détention. Lire à ce sujet : La Rosa, Anne-Marie. Chapitre IV, *Le procès In: Juridictions pénales internationales: La procédure et la preuve [en ligne]*, (Genève: Graduate Institute Publications, 2003), (généré le 13 août 2019).

Un tel élément justificatif, explique de manière limpide la présomption de culpabilité, en lieu et place de celle d'innocence, puisqu'il ne s'agissait pas de la défense au fond. Donc logiquement, l'accusé ne devait pas prouver son innocence à ce stade en vue de recouvrer sa liberté. Certains auteurs³⁰ estiment d'ailleurs, qu'une telle démonstration ne devait, non seulement nécessiter une libération provisoire, mais carrément et simplement le rejet de l'acte d'accusation.

Toutefois, ces modifications qui ont permis aussi à écarter cette exigence, bien que remarquables, n'ont pas influencées le caractère principal de la détention préventive, et ne semblent pas inspirer autrement les textes qui régissent la Cour pénale internationale, ni la pratique de cette juridiction.

b. Le contraste entre la présomption d'innocence et la détention préventive dans les actes et pratique de la cour pénale internationale

A la différence de ces juridictions sus-analysées, la Cour pénale internationale met plus l'accent sur les crimes que sur les personnes qui les commettent, ainsi pour marquer l'impersonnalité de sa création, de son fonctionnement et de ses actions. C'est un point subtil de démarcation téléologique qui ouvre la voie, non seulement à son universalité bien que rampante, mais aussi, à la présomption d'innocence, puisque son antériorité aux faits écarterait rapidement toute idée de la présomption de culpabilité qui entoure une quelconque juridiction créée ex post facto. Ainsi, cette nuance est doublement justifiable, théoriquement et pratiquement.

En théorie, contrairement à ce qui a été précédemment dit, la Cour rassemble visiblement, à la fois, les exigences d'une répression et d'un procès véritablement équitable, puisque, la non-rétroactivité du statut de Rome,³¹ qui est à la fois du domaine du droit et de l'équité, est susceptible de mettre au même point d'égalité, in limine, les sujets de la procédure : l'organe poursuivant et l'accusé. Comme l'écrivait Portalis, "il ne faut point exiger que les hommes soient avant la loi ce qu'ils ne doivent devenir que par elle".³² A ce titre, l'idée n'est pas exclusivement de punir, mais aussi de prévenir l'homme contre ses actions dantesques à grande échelle, dont la possibilité d'être sévèrement sanctionnées par une juridiction internationale préexistante paraît évidente. On peut évoquer en outre, la maxime *lex priusquam feriat* qui explique, qu'une meilleure politique criminelle est celle qui prévient afin que, dans son comportement, l'agent sache à quoi s'en tenir.³³

Il est clair qu'une telle politique criminelle internationale traduite par l'existence et le fonctionnement de cette Cour permanente pourrait jouer de

³⁰ *Idem*.

³¹ Article 24 du Statut de Rome précité.

³² Paul Roubier, *Le droit transitoire (conflit des lois dans le temps)*, 2ème éd. (Paris: Dalloz et Sirey, 1960), 90.

³³ Nyabirungu Mwene Songa, *Traité de droit pénal général congolais*, 2ème éd. (Kinshasa: EUA, 2007), 36.

surcroît, le rôle d'une dissuasion générale. On peut même affirmer que, le fait pour certains Etats d'avoir refusé de ratifier le statut ou de reconnaître la compétence de la Cour, dénote cette inquiétude viscérale des Etats ou des personnes qui les représentent sur le risque de perdre l'assurance de l'impunité de leurs différentes actions. Certains d'ailleurs, la considèrent comme une menace contre leurs interventions impériales, qui ne manquent pas, de semer des graves consternations dans le monde. Ceci revient à conclure que, plus les pouvoirs et l'influence de la Cour s'accroissent, moins le monde se sentirait menacé et englouti dans l'impunité internationale qui le corrode.

Sur le plan pratique, la Cour ne s'intéresse pas à une personne ciblée ou à un Etat déterminé tel qu'a été le cas de tribunaux pénaux internationaux ad hoc. Elle, qui agit en vertu de la clause de territorialité, mais aussi exceptionnellement, par le principe de l'universalité, peut intervenir partout où, les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire auront été constatées. On voit alors apparaître un véritable système judiciaire sur le plan international, redorant l'image de la présomption d'innocence fondamentalement ternie par les juridictions ad hoc.

Par ailleurs, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de détention préventive, dont l'automaticité à l'arrestation ou et à la remise de la personne sous mandat d'arrêt détruisent a priori la valeur de la présomption d'innocence. En effet, en prévoir que, "la personne visée par un mandat d'arrêt puisse demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée",³⁴ c'est dire, que l'accusé aura la faculté d'apprécier s'il faut discuter, non pas de sa mise en détention préventive, mais de son maintien en détention. Il va sans dire, que le statut de Rome fait de la détention préventive un régime de droit et non celui d'exception, car dans ce cas, "l'arrestation et la remise à la Cour équivalent à la détention préventive".

Mais, y-a-t-il intérêt de distinguer une arrestation d'une détention préventive? Sans doute, la distinction faite par le système juridique national démontre largement l'anomie procédurale du système de justice internationale. Parce qu'en réalité, si l'arrestation permet d'arrêter le suspect qui ne veut se présenter en justice, la détention quant à elle, brandit la nécessité de le placer et de le maintenir dans un état privatif de liberté, conformément aux motifs légaux qu'aura invoqués le Procureur, et ce, à l'issue d'un débat contradictoire, si bref soit-il, entre ledit procureur et l'accusé par devers le juge. Théoriquement, la confusion entretenue par les juridictions pénales internationales ne se justifie pas, puisqu'en doctrine, s'il existe plusieurs raisons, du reste compréhensibles et admissibles qui justifient pratiquement la détention préventive au niveau international, aucune étude n'indiquerait, par un autre moyen, les motifs valables tendant à ériger la détention préventive en un principe.

³⁴ Article 60 point 2 du statut de Rome précité, Règle 118 du règlement de procédure et de preuve de la CPI.

Il est pourtant évident qu'en appliquant ses statuts et règlements, la Cour rencontre beaucoup des difficultés à se séparer d'avec l'approche restrictive de la détention préventive qui a animée l'action de juridictions précédentes. D'ailleurs, les textes sont clairs, la requête du procureur permet à la chambre préliminaire, conformément à l'article 58 du statut de Rome, de décerner un mandat d'arrêt à l'encontre de l'accusé. A en croire cette disposition combinée avec l'article 60 dudit statut, ce mandat d'arrêt vaut placement en détention de l'accusé. Il convient de signaler aussi, que cette requête peut être rejetée puisqu'il incombe au procureur de justifier l'arrestation ou la détention de l'accusé.³⁵ Néanmoins, le statut de Rome semble en effet, plus souple lorsqu'il prévoit expressis verbis la vérification périodique de la décision de mise en liberté ou de maintien en détention par l'organe juridictionnel,³⁶ tout en s'assurant qu'elle ne se prolonge pas de manière excessive en raison d'un retard injustifiable imputable au procureur. On peut ici lire entre les lignes, une volonté de réparer et ou limiter les éventuels préjudices causés ou que pourrait causer la détention d'une personne présumée innocente.

Une volonté dont la mise en œuvre est hypothétique, confrontée aux difficultés techniques, géographiques et celles liées à la coopération des Etats, lesquelles, militent toutes de facto, en faveur d'un enfermement préalable et plus long, si non, tout au long de la procédure. C'est ainsi que dans la pratique de la Cour pénale internationale, l'on constatera le placement et le maintien en détention de tous les accusés poursuivis et arrêtés sur base de l'article 5 du statut de Rome. La Cour et le bureau du procureur se sont montrés jusque-là, d'une inflexibilité imperturbable dans l'application rigoureuse de la détention préventive, nourrissant alors quelques inquiétudes, qui interpellent nécessairement sur la place et l'avenir de la présomption d'innocence dans le système pénal international.

2. La Place et l'avenir de la présomption d'innocence dans le système de justice pénale internationale

A travers les textes et pratique des juridictions pénales internationales, force est de constater que l'utilisation à titre principal de l'enfermement de l'accusé avant le jugement définitif de condamnation, rapetisse l'étendue de la présomption d'innocence (A), qui se retrouve sur le fil du rasoir et dont la disparition profile à l'horizon (B).

a. Rapetissement de l'étendue du droit à présomption d'innocence comme conséquence de la dénaturation de la détention préventive

En 1993, lors de la création du Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie, le Secrétaire général des nations unies a écrit: que ce "Tribunal

³⁵ Article 58 du statut de Rome précité.

³⁶ V. Article 60 du Statut de la CPI paragraphe. 3.

international doit respecter pleinement les normes internationalement reconnues, touchant les droits de l'accusé à toutes les phases de l'instance".³⁷ Et en 2008, pour marquer l'attachement de la Cour pénale internationale à ces principes juridiques universels, la Chambre d'appel a jugé dans l'une de ses décisions, que "les dispositions du Statut relatives à la détention, comme toute autre disposition du Statut, doivent être interprétées et appliquées conformément aux droits de l'homme internationalement reconnus".³⁸ On voit dans ces interpellations, un réel souci de replacer ce système judiciaire international dans un contexte purement juridique que celui, qui relègue à l'arrière-plan certains droits de l'homme, notamment la présomption d'innocence. En réalité, la certitude de son anéantissement demeure démontrable sous deux aspects:

Primo, le caractère automatique de la détention préventive tel que consacré par l'article 60 du statut de Rome, ne respecte ou ne garantit pas le droit reconnu à l'accusé de bénéficier d'une présomption d'innocence et à cet effet, s'apparente bien à une norme anomique. En effet, l'exceptionnalité de la détention préventive implique, outre l'analyse des conditions de sa mise en œuvre, l'épuisement de tous les moyens susceptibles de garder intacte cette présomption, dont bénéficie l'accusé en vue de garantir l'équilibre entre les parties au procès. C'est dans ce sens que cette institution intervient comme une mesure de dernier recours, c'est-à-dire, que le juge, qui est la seule autorité compétente chargée de priver à un individu de sa liberté, devrait analyser tous les moyens légaux existants pouvant, dans une juste proportion, éviter à celui qui n'est pas encore condamné, une incarcération plus ou moins prolongée.

Le juge devra, dans l'hypothèse où l'intéressé fait objection à son placement en détention et ou sollicite la mise en liberté provisoire, trouver des garanties sur la disponibilité de l'accusé durant toute la période du procès et son impossibilité d'influencer négativement, de quelque manière que ce soit, les enquêtes. Pour ce faire, il y a lieu de recourir à la règle 119 du règlement de procédure et de preuve, qui prévoit qu'en appréciant la demande de la mise en liberté, la Chambre préliminaire peut imposer à la personne mise en liberté une ou plusieurs conditions restrictives, notamment:

"Ne pas sortir des limites territoriales déterminées par la Chambre préliminaire sans l'accord explicite de celle-ci; éviter certains lieux et certaines personnes désignés par la Chambre préliminaire; s'abstenir d'entrer directement ou indirectement en rapport avec les victimes et les témoins; Ne pas se livrer à certaines activités professionnelles; résider à

³⁷ Rapport du Secrétaire général établi conformément au paragraphe 2 de la résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité présenté le 3 mai 1993, S/25704, paragraphe 106.

³⁸ CPI, Situation en RDC, Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui, Arrêt relatif à l'appel interjeté par Mathieu Ngudjolo Chui le 27 mars 2008 contre la décision de la Chambre préliminaire I relative à la demande de mise en liberté provisoire de l'appelant, rendu le 9 juin 2008, ICC-01/04-01/07-572, paragraphe 15.

l'adresse déterminée par la Chambre préliminaire; répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée habilitée par la Chambre préliminaire; fournir une caution ou constituer des sûretés réelles ou personnelles, dont le montant, les délais et les modalités de règlement sont fixés par la Chambre préliminaire; remettre au Greffier tous documents justificatifs de son identité, notamment son passeport".³⁹

Faut-il préciser néanmoins, que cette règle s'applique à titre exceptionnel lorsque le juge envisage de placer l'accusé en détention avec liberté provisoire ou lorsque l'accusé n'a pas réussi à se défendre valablement contre les raisons de son incarcération invoquées par le procureur, sollicite une liberté provisoire. Le juge doit donc avoir à l'esprit, la protection de la liberté de celui qui n'est pas condamné. Or, la difficulté juridique qui résulte de l'article 60 précité, est la superposition de la détention sur la liberté. Il y a donc une inversion de la valeur juridique qui ne reste pas sans conséquences sur les droits de l'homme, auxquels il faut s'en référer. En 2005, les juges du TPIY ont reconnu que le respect de la présomption d'innocence appelle une application prudente de la détention des personnes qui attendent de passer en jugement en affirmant que la détention ne doit pas être de règle.⁴⁰ Un rappel important qui n'a pratiquement pas trouvé d'écho, probablement faute du discours statutaire précis. La précision consisterait en le fait que, le statut devrait imposer au juge l'organisation d'une audience préalable aux fins de la mise en détention préventive, au cours de laquelle, ces moyens alternatifs pourront être soulevés. En d'autres termes, ç'aurait été juridiquement correcte, l'édiction des règles strictes qui replacent la détention préventive dans un régime d'exception et qui fixent les conditions substantielles et formelles de l'organisation préalable d'une audience contradictoire à l'issue de laquelle, une décision judiciaire motivée fonderait la mise en détention préventive de l'accusé.

Secundo, si la détention préventive s'applique ex lege comme principe, la longueur de sa durée prend de plus en plus des proportions très préoccupantes sur la place de la présomption d'innocence dans ce système pénal. Sans nul doute, cette mesure dite provisoire, serait alors susceptible de produire les mêmes effets que ceux produits par une peine d'emprisonnement, sans énumérer en plus, tous les dommages supplémentaires. De cette longueur, la détention prend la forme d'une véritable peine d'emprisonnement que d'une mesure préventive, puisqu'en réalité, détenir un accusé pendant plusieurs années jusqu'à dix ans par exemple, sans bénéfice d'une liberté provisoire, projette l'image d'un condamné qui purge sa peine que celle d'un accusé, dont la culpabilité demeure à prouver.

³⁹ La règle 119 du règlement de procédures et de preuves de la CPI

⁴⁰ Décision relative à la deuxième demande de mise en liberté provisoire, rendue le 14 avril 2005 par la Chambre de première instance dans l'affaire IT-99-37-PT, Le Procureur c. Milan Milutinovic et consorts, paragraphe 30.

On peut remarquer qu'après la récente décision d'acquiescement entraînant la libération immédiate de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé par la Chambre de première instance de la CPI, l'avocate Paolina Massidda, représentante légale de victimes dans cette affaire, avait déclaré que : "Les victimes sont profondément déçues, mais elles sont confiantes (...) La chambre d'appel a le pouvoir de maintenir les deux intéressés en prison malgré leur acquiescement".⁴¹ Ces propos qui tendent visiblement à rassurer les victimes, attestent par ailleurs, la confusion entre la peine d'emprisonnement et la détention préventive, que le statut et la pratique de la Cour rendent inéluctable. Car, l'opinion publique voit déjà en cette détention pratiquée à titre principal et de manière très prolongée, un châtiment idoine infligé à l'accusé, alors qu'elle devrait être observée et comprise comme une simple mesure préventive répondant aux exigences de l'enquête et ou de l'accusé lui-même, le cas échéant.

b. Vers une nouvelle acception ou une disparition de la présomption d'innocence?

D'entrée de jeu, parlant de l'avenir de cette règle dans le système pénal international, l'attention sera plus focalisée sur la Cour pénale internationale en tant que juridiction permanente. A cet effet, l'analyse penchera sur l'article 66 du statut de Rome qui, prévoyant la présomption d'innocence, en tire systématiquement deux conséquences:

Premièrement, il s'agit du principe *actori incumbit probatio* qui, dans le cadre de cette procédure devant la Cour, oblige au procureur la preuve des allégations qu'il porte, afin de soutenir de jure et de facto son accusation. L'accusé ne peut en aucun cas être sommé de prouver son innocence sauf dans le cas où, l'*exceptio reus in excipiendo fit actor* s'applique. La présomption d'innocence est alors perçue ici comme un principe général du droit procédural en vertu duquel, est organisée la stratégie du procès pénal,⁴² et qui met à l'abri l'accusé, contre toute tentative de sa soumission à un régime de présomption de culpabilité.

Deuxièmement, il s'agit du principe *in dubio pro reo*.⁴³ En effet, reconnaître un droit à l'innocence ne peut que s'inscrire dans un rapport procédural qui s'établit entre l'accusé et le juge. Ce dernier ne peut condamner si la culpabilité, dont la démonstration appartient à la partie poursuivante, n'est pas suffisamment rapportée,⁴⁴ le doute raisonnable doit donc conduire à

⁴¹ CPI/Paolina Massidda (avocate des victimes): "Une décision est susceptible d'appel" : <https://synici.org/cpi-paolina-massidda-avocate-des-victimes-une-decision-est-susceptible-dappel/>

⁴² Roger Merle et André Vitu, *Traité de Droit Criminel Procédure Pénale*, 5ème éd (Paris: Cujas, 2001), 183.

⁴³ Article 66 Point 3 du statut de Rome précité.

⁴⁴ Patrick Ferot, *La présomption d'innocence : essai d'interprétation historique*, Sciences de l'Homme et Société (Français: Université du Droit et de la Santé - Lille II, 2007), 10.

un acquittement de la personne poursuivie. On parle aussi dans ce cas, de l'insuffisance des preuves, c'est-à-dire, les preuves apportées n'établissent pas clairement et pertinemment la culpabilité de celui qui subit l'action initiée et soutenue par le procureur.

De ces deux principes conséquents, découle indubitablement la possibilité pour une personne accusée de se voir acquittée à l'issue de la procédure pour insuffisance des preuves. On peut estimer, que la présomption d'innocence tend à éviter dès le début de la procédure, toute situation juridique avantageuse au profit de l'accusation par rapport au prévenu,⁴⁵ car brandir la présomption d'innocence permet d'atténuer la teneur de pouvoirs exorbitants appartenant à l'accusation, au procureur.

Cependant, ce principe ne saurait se réduire à une simple garantie procédurale, puisqu'en effet, si la jurisprudence l'intègre dans la catégorie des principes juridiques ou dans celle des libertés fondamentales, la doctrine l'assimile de son côté, à un principe protecteur de l'individu⁴⁶ à valeur constitutionnelle et internationale. Elle transcende donc ces deux implications, car elle vise globalement le traitement judiciaire que devrait subir l'accusé, particulièrement, en matière de gestion de sa liberté par la justice. Comme le disait Montesquieu : "quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus".⁴⁷ Remontant en effet, à la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789,⁴⁸ qui est en réalité l'un des premiers textes inspireurs de cet axiome, on remarque que ce texte, en la présomption d'innocence, voyait déjà au XVIIIe siècle, une opposition à la détention avant la condamnation, dont le recours devait néanmoins obéir à un rigorisme légal. Or, l'utilisation de la détention préventive à titre principal telle qu'analysée, ne s'accorde pas avec cette logique et déplume surement l'originalité de ce principe, en le retranchant dans une sphère simplement procédurale, précisément, en matière de preuve.

Il en ressort donc, que la liberté de celui qui est poursuivi pour les crimes les plus graves de l'humanité préoccupe moins le système pénal international, comme le faisait bien remarquer en 1994, la commission de droit international, que la gravité des crimes justifie une exception à la règle relative à la liberté de l'accusé pendant la durée de l'instance.⁴⁹ Cette vision que l'on retrouve

⁴⁵ *Idem*.

⁴⁶ Henri Henrion, *La nature juridique de la présomption d'innocence*, (Montpellier: Thèse, droit, 2004), 16-17.

⁴⁷ Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Tome I, Livre XII, Chapitre II, p. 197.

⁴⁸ L'article 9 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 en vertu duquel "Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi".

⁴⁹ Avis de la Commission du Droit International: Projet de Statut de 1994 de la CDI in: Rapport de la CDI sur les travaux de sa quarante-sixième session (2 mai – 22 juillet 1994), AG, 51e

dans les statuts et règlement de procédure et de preuve de juridictions pénales internationales, traduite par leurs pratiques, se trouve totalement aux antipodes de la valeur que le droit doit accorder à la présomption d'innocence. Car, quelle que soit la gravité des faits, un accusé qui n'est pas condamné, ne peut pas subir principalement, le traitement réservé juridiquement à un condamné. Une telle extravagance juridico-judiciaire qui fait perdre à ce principe sa valeur substantielle, l'achemine également vers une désuétude.

C. Conclusion

Au terme de cette analyse, il convient de remarquer premièrement, que le système de justice pénale internationale tel que bâti ne garantit pas, à travers son recours à la détention préventive, le respect de la présomption d'innocence. Faut-il rappeler, que cette règle ne se dresse pas contre la justice, ni n'insinue une mansuétude judiciaire au profit de la personne mise en cause, mais elle milite plutôt pour la rationalité d'une organisation judiciaire, en insistant sur le fait que, tant que la culpabilité n'a pas été formellement constatée par la juridiction compétente, la personne poursuivie doit être considérée et traitée comme si elle n'avait aucune responsabilité⁵⁰ dans les faits qui lui sont reprochés. Car, ce principe mise sur le sens de la procédure pénale, qui doit garantir que le système de répression ne frappera que les auteurs d'infractions avérées.⁵¹ Un s'agit par conséquent d'une règle de prudence judiciaire.

Or, prévoir que la justice recoure principalement à la détention préventive pour s'assurer entre autres, que l'accusé ne s'y soustraie durant le procès, transgresse, non seulement ce droit, mais en plus, expose cette justice au risque d'infliger inutilement une peine injuste à un accusé alors que, dès le début du procès, ni le juge, ni le procureur n'a, en principe, la certitude sur cette culpabilité supposée. D'ailleurs, le Procureur qui poursuit à charge et à décharge, peut se raviser à tout moment et revenir sur ses accusations. Alors, son obstination à maintenir l'accusé en détention, peut détruire implicitement son impartialité dans l'appréciation évolutive des faits.

Deuxièmement, on peut remarquer que l'analyse se démarque bien de celle du délai raisonnable dans la mesure où, celle-ci est globalisante, visant également l'instant où, une personne se trouve dans les collimateurs de la justice sans être nécessairement arrêtée et détenue, mais à charge de laquelle, l'acte d'accusation est d'ores et déjà formalisé. Elles se rejoignent rapidement, à partir du moment où, la durée de la détention est aussi celle du procès. Tel peut en être le cas actuellement de la Cour pénale internationale, qui ne connaît

session, Suppl. n° 10, doc. off. NU AG A/49/10, Projet de statut de 1994 de la CDI, p. 108. V. La Rosa, Anne-Marie, *supra*, note 1.

⁵⁰ Balle Francis et autres, *Lexique d'information*, (Paris: Dalloz, 2006), 322.

⁵¹ Robert Badinter, *La présomption d'innocence, histoire et modernité, Le droit privé français à la fin du XXe siècle*, Etudes offertes à Pierre Catala, (Paris: Litec, 2001), 134.

pas de l'affaire si le suspect n'est pas à sa disposition.⁵² Dans ce sens, associer la longue détention du présumé innocent avec le long délai du procès, renvoie à s'interroger si la justice pénale internationale punit l'accusé avant de le juger. Le cas de Jean pierre Bemba en est l'illustration patente en ce que, priver à un individu de sa liberté pendant plus de dix ans de procès alors qu'innocenté in fine,⁵³ remet certainement en cause la capacité d'un tel système de répression à assurer l'équilibre social, tel que voulu par le Droit, et crée par-là, une sorte d'insécurité juridique.

Bibliographiques

- Badinter, Robert. *La présomption d'innocence, histoire et modernité, Le droit privé français à la fin du XXe siècle, Etudes offertes à Pierre Catala*. Paris: Litec, 2001.
- Balle Francis et autres. *Lexique d'information*. Paris: Dalloz, 2006.
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 27 juin 1981.
- Convention américaine relative aux droits de l'homme du 22 novembre 1969.
- Convention européenne des droits de l'homme de 1950, telle qu'amendée par les Protocoles nos 11 et 14, complétée par le Protocole additionnel et les Protocoles nos 4, 6, 7, 12, 13 et 16.
- Déclaration des droits humains de l'ASEAN du 18 novembre 2012.
- Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies du 10 décembre 1948.
- Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises ci une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, du 9 décembre 1988, « Principes relatifs à la détention ».
- Gleb, Bogush. "sur la Cour pénale internationale et les problèmes de formation de la justice pénale internationale", *Cour pénale internationale: problèmes, discussions, recherche de solutions*, (Moscou 2008).
- Henri, Henrion. "La nature juridique de la présomption d'innocence", *Thèse, droit, Montpellier*, (2004).
- La Rosa, Anne-Marie. *Juridiction pénale internationale: la procédure et preuves*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève: Diplômé de l'Institut des publications, 2003.
- Legrand Laurent, Les prémices du procès de Nuremberg: Le 30 novembre 1945: https://www.lepoint.fr/histoire/les-premices-du-proces-de-nuremberg-30-11-2013-1763611_1615.php (Consulté le 30/01/2019).
- Merle Roger et Vitu André. *Traité de Droit Criminel Procédure Pénale*, 5^{ème} éd. Paris: Cujas, 2001.

⁵² Il est important de préciser que ceci n'implique pas forcément une détention préventive.

⁵³ Cette remarque ne signifie pas qu'il devait être condamné. L'argument tend ici à démontrer l'absence de précaution dans la gestion de la liberté de l'accusé, puisque, le rôle de la présomption est aussi celui de prévenir sur le risque de traiter incorrectement un innocent, une situation indécate qui coutera encore plus cher à la société.

-
- Montesquieu, Chapitre II in *De l'esprit des lois*, Tome I, Livre XII.
- Nyabirungu, Mwene Songa. *Traité de droit pénal général congolais*, 2^{ème} éd., Kinshasa: EUA, 2007.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966.
- Patrick, Ferot. "La présomption d'innocence: essai d'interprétation historique", *Sciences de l'Homme et Société. Université du Droit et de la Santé - Lille II*, (2007).
- Rapport du Secrétaire général établi conformément au paragraphe 2 de la résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité présenté le 3 mai 1993, S/25704.
- Règlement de procédure et de preuve de la CPI, du 26 mai 2004.
- Règlement de procédure et de preuve du TPIY du 11 février 1994.
- Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté, du 14 décembre 1990, « Règles de Tokyo ».
- Roubier, Paul. *Le droit transitoire (conflit des lois dans le temps)*, 2^{ème} éd. Paris: Dalloz et Sirey, 1960.
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998.
- Statut du tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945.
- Statut du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie du 25 mai 1993.
- Statut du tribunal pénal international pour le Rwanda du 8 novembre 1994.
- Statut tribunal militaire international de Tokyo du 8 août 1945.
- Traité de Versailles du 28 juin 1919.
- Wood, Elizabeth. *Performing Justice: Agitation Trials in Early Soviet Russia*. Ithaca: Cornell University Press, 2005.